

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Janvier 2024

**Moins d'argent
à l'étranger**

Page 4



**La 13^e rente AVS
baisse le pouvoir
d'achat de tous**

Page 5

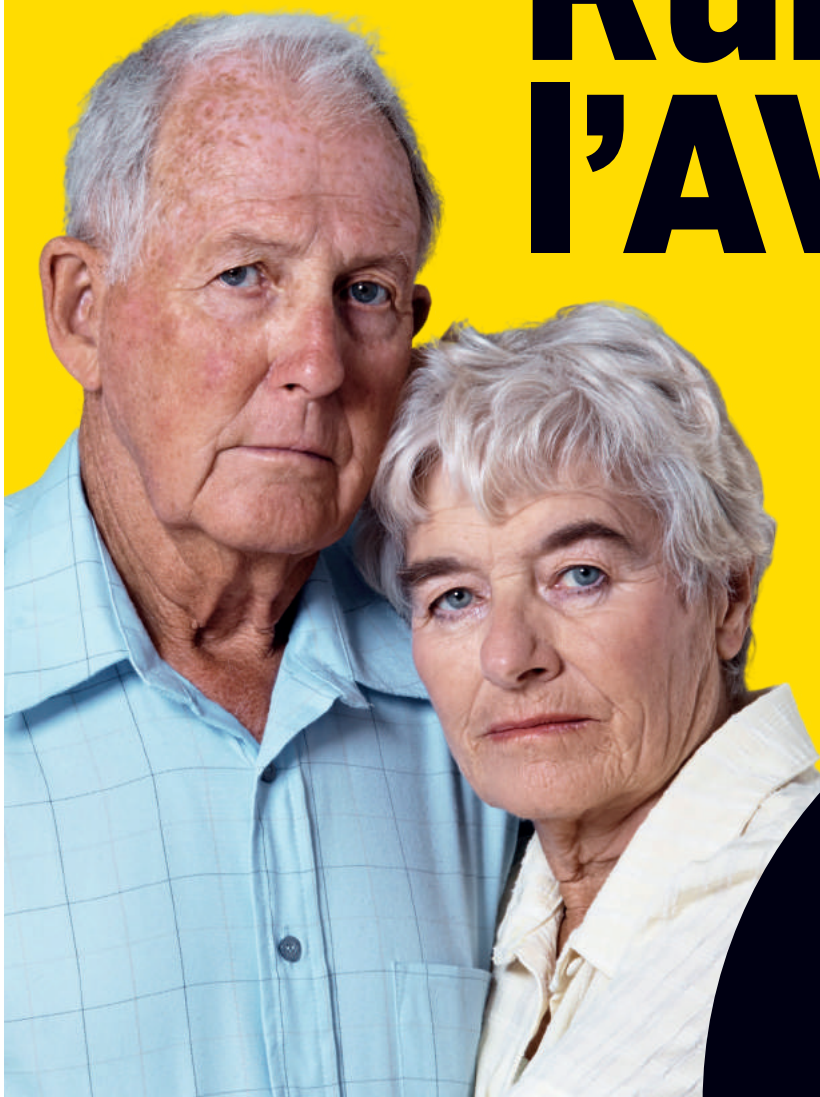


**Berne veut livrer
la Suisse à l'UE**

Page 9



Ruiner l'AVS?



**13^e rente
AVS
NON**

Empêchons la politique de suicide économique de la gauche !

Avec la 13^e rente AVS, la gauche mène une attaque majeure contre notre porte-monnaie. Par ailleurs, cette frange politique manque de discipline budgétaire. L'UDC s'oppose à cette politique négligente et se bat résolument pour des finances publiques saines

Des finances saines sont le fondement d'un Etat sain. En d'autres termes : Un Etat qui ne maîtrise pas ses finances n'est pas en bonne santé, c'est un Etat malade. Nous devons garder cela à l'esprit en 2024 également, car en matière de politique financière, nous sommes confrontés à d'énormes défis. La majorité de centre-gauche du Parlement manque de discipline budgétaire et trouve sans cesse de nouvelles astuces pour dilapider l'argent public.

La 13^e rente AVS coûterait 5 milliards par an

La gauche lance une attaque d'envergure contre le porte-monnaie des contribuables et de la population active avec une 13^e rente AVS, sur laquelle nous voterons le 3 mars, qui prévoit de distribuer l'argent selon la technique de l'arrosoir. Cette politique entraînera des coûts exorbitants de 5 milliards de francs par an et c'est la classe moyenne et, in fine, tout le monde qui devra en payer

le prix fort, par le biais d'une hausse de la TVA et des déductions salariales.

La politique de la gauche fonctionne toujours selon le même schéma : les gauchistes redistribuent. Ils dépensent l'argent des autres, qu'ils n'ont pas gagné eux-mêmes. Ce faisant, ils réussissent encore l'exploit de se présenter comme les vainqueurs moraux de ce pillage de nos caisses, avec l'argent durement gagné par les contribuables. Nous devons nous opposer résolument à ce suicide économique teinté de mensonges.

Stop à la frénétique politique migratoire qui coûte des milliards

Il en va de même pour le domaine de l'asile. Là aussi, les coûts sont complètement démesurés. Ils se sont multipliés en très

peu de temps pour atteindre 4 milliards de francs par an rien que sur le plan fédéral. Les coûts consécutifs pour les cantons et les communes dépassent de loin ce montant et à long terme, nous ne pourrions pas assumer cette charge. L'échec total de la politique d'asile doit être stoppé et l'UDC est le seul parti à proposer des solutions efficaces. La politique europhile du Conseil fédéral continuera également à nous préoccuper cette année. Le nouveau mandat de négociation avec Bruxelles n'est que du réchauffé de l'accord-cadre précédemment enterré. Le Conseil fédéral veut soumettre la Suisse au diktat de l'UE, forçant une reprise automatique du droit européen, l'autorité un tribunal de l'UE et donc des juges étrangers. Ce serait la fin de notre autodétermination et de notre démocratie directe. L'UDC s'y opposera fermement !



Marco Chiesa

Conseiller aux Etats et président de l'UDC Suisse



Non à encore plus d'impôts et de taxes pour l'initiative des syndicats



Par Thomas Aeschi,
Conseiller national et
président du groupe,
Baar (ZG)

Il est important de voter NON à l'initiative populaire fédérale pour une 13^e rente AVS, lancée par l'Union syndicale suisse, car elle coûterait chaque année 5 milliards de francs et la tendance est fortement à la hausse. Cette 13^e rente AVS devrait être payée une fois de plus par la classe moyenne, déjà fortement sollicitée aujourd'hui, par le biais de déductions salariales plus élevées et d'une TVA plus importante (passant de 8.1 % actuellement jusqu'à 10% en cas de oui). Le pouvoir d'achat des Suisses, déjà sous pression en raison des coûts élevés du logement, des prix élevés de l'énergie et de la forte augmentation des primes d'assurance maladie, serait ainsi encore plus affaibli.

Le centre-gauche veut ponctionner encore plus la classe moyenne !

Au lieu de gérer avec parcimonie l'argent durement gagné par les contribuables, la politique négligente du centre-gauche fait planer le spectre d'une misère comparable

à celle de l'UE, fortement endettée, avec des milliards de dettes et de nouveaux impôts à charge de la population qui travaille. Ainsi, l'initiative du PS sur les primes, sur laquelle nous voterons en juin, engendrerait des coûts de 4.5 milliards de francs supplémentaires par an ; l'initiative du PS sur les crèches entraînerait également des milliards de francs de coûts supplémentaires selon le Conseil fédéral, le road pricing demandé par le PS et les Verts renchérirait fortement la mobilité individuelle sur la route et l'initiative du PS et des Verts sur le fonds climatique entraînerait également une hausse massive des impôts et des taxes. Aujourd'hui déjà, nous payons 4 milliards de francs par an pour la politique d'asile nuisible du centre-gauche rien qu'au niveau fédéral, les coûts du logement ne cessent d'augmenter en raison de la

politique d'immigration hors de contrôle du centre-gauche et nous devons les prix élevés de l'énergie à l'échec de la « Stratégie énergétique 2050 » des conseillères fédérales Doris Leuthard (Le Centre) et Simonetta Sommaruga (PS).

En raison de la démographie et de l'augmentation de l'espérance de vie, l'AVS a déjà besoin d'être assainie et les rentes en cours ne sont plus financées que jusqu'en 2030. Afin de garantir l'AVS pour les générations futures, je vous demande instamment de voter NON à l'initiative des syndicats pour une 13^e rente AVS !



Oui à une meilleure discipline budgétaire

La croissance effrénée de l'Etat entraine une explosion des coûts alors que l'économie privée ne croît pas aussi vite. Il faut de toute urgence revenir à la raison.



Par Jacques Nicolet,
Conseiller national,
Lignerolle (VD)

Les dépenses fédérales ont presque triplé en 30 ans, passant de 31,6 milliards en 1990 à 85,7 milliards au budget 2024. La prévoyance sociale à hauteur de 29,3 milliards représente la plus grande part des dépenses de la Confédération. Pour faire face aux dépenses, la Confédération utilise le produit de nombreux impôts ainsi que la TVA. La majorité des 83 milliards du revenu de la Confédération est prélevée dans la poche des contribuables, des entreprises et des consommateurs.

Il faut limiter la croissance de l'Etat

Lors du séminaire des cadres UDC à Bad Horn, les représentants de l'économie, de

la Confédération et de la science ont tous montré leur inquiétude face à l'évolution des dépenses publiques. De façon unanime, ils ont estimé que la croissance de l'État et les dépenses publiques devraient être réduites.

Pour l'UDC, il faut retrouver une discipline budgétaire et dire stop aux dépenses excessives, notamment en diminuant les dépenses publiques d'au moins 10 %, dans les domaines qui ont fortement augmenté ces dernières années, comme l'aide au dé-

veloppement, l'asile, la culture, le social et le personnel de la Confédération.

Et freiner les dépenses publiques superflues

Les secteurs avec des dépenses faiblement liées, comme l'agriculture, l'armée, la formation et la recherche, subissent de grosses pressions. Il faudra donc les préserver et travailler sur les dépenses pérennes, représentant 65 % des dépenses de la Confédération.

Ces dernières années, l'UDC a fait de nombreuses propositions pour freiner la croissance de l'administration, pour plafonner la masse salariale et pour limiter à 35'000, les postes à plein temps de la Confédération. La diminution de l'aide au développement et des dépenses pour l'asile sont également des pistes qui permettraient d'assainir les finances fédérales et de ne pas asseoir les prochaines générations sur une montagne de dettes.

« Moins d'argent à l'étranger et focus sur la Suisse ! Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons à l'avenir approvisionner et protéger notre population de manière fiable. »



Nous sommes plus importants !

La 13^e rente AVS renchérit le coût de la vie et menace les emplois

L'initiative des syndicats pour une 13^e rente AVS aurait des conséquences dramatiques pour nos emplois en cas d'acceptation. C'est pourquoi nous devons voter NON en bloc le 3 mars.



Par Esther Friedli,
Conseillère aux Etats,
Ebnat-Kappel (SG)

L'AVS est l'un des principaux acquis sociaux de la Suisse. Notre plus importante œuvre sociale est toutefois confrontée à d'énormes défis : La génération du baby-boom arrive à l'âge de la retraite et nous devenons tous de plus en plus âgés. Comme cette œuvre sociale est financée par les actifs selon un système de répartition, en plus des contributions provenant de la caisse fédérale générale, de la TVA et des revenus des casinos, de moins en moins de personnes en activi-

té doivent financer davantage de rentes. Il n'est pas nécessaire d'avoir fait des études de mathématiques pour comprendre que ce calcul n'est guère viable sur le long terme.

Sachant que l'AVS dépensera déjà dans quelques années plus qu'elle n'encaissera, l'initiative pour une 13^e rente AVS va totalement à contre-courant ; au lieu de garantir durablement le 1er pilier et d'améliorer de manière ciblée les rentes basses, l'initiative impose aux générations futures des coûts supplémentaires d'environ 5 milliards de francs par an.

Ce qui est particulièrement inquiétant, c'est que les initiateurs ne savent pas comment payer cela. En effet, ces dépenses supplémentaires ne peuvent pas être financées par

quelques économies dans le budget fédéral. 5 milliards, c'est plus que ce que la Confédération dépense par exemple chaque année pour l'agriculture. Quant à la demande d'économies sur le budget alloué à l'aide au développement, elle ne trouve malheureusement d'écho qu'auprès de l'UDC. Lors de la dernière session de décembre, nous n'avons même pas réussi à réduire de 20 millions de francs les fonds qui finissent indirectement dans les caisses du Hamas !

Encore moins dans le porte-monnaie

Le centre-gauche ne veut pas entendre parler de telles économies, ce qui signifie que les dépenses supplémentaires liées à une 13^e rente AVS devraient être financées par des déductions salariales plus élevées pour les employés et les employeurs ainsi qu'une augmentation de la TVA. Des déductions salariales plus élevées signifient un renchérissement supplémentaire du travail, ce qui pèserait particulièrement lourd sur les épaules des PME et menacerait gravement les emplois.

Tout renchérissement du travail et toute augmentation de la TVA ont des conséquences directes pour les consommateurs : Tout devient plus cher, le pouvoir d'achat diminue. Cela toucherait particulièrement les jeunes familles et les familles monoparentales, qui sont déjà les plus impactées par la hausse des loyers et des primes d'assurance maladie.

L'initiative pour une 13^e rente AVS est séduisante en apparence – qui ne se réjouit pas d'un petit coup de pouce financier ? –, mais elle manque clairement sa cible et n'est pas réalistement finançable. Afin d'améliorer le pouvoir d'achat des retraités, il faut au contraire augmenter les rentes de base. Qui veut que l'AVS soit encore considérée comme un modèle de réussite dans 50 ans vote NON le 3 mars prochain !



13^e rente AVS : des milliards de francs pour l'étranger

Une 13^e rente AVS, ça sonne bien en théorie ; après tout, la population active reçoit également bien souvent un 13^e mois de salaire. Les partisans de l'initiative avancent donc l'argument de l'égalité de traitement. Or, c'est du pur populisme. Le montant de la rente est toujours calculé en fonction du revenu annuel. Ce qu'ils ne disent pas, c'est que ce sont surtout les retraités à l'étranger qui profiteront d'une 13^e rente AVS. Par ailleurs, cela coûterait aussi des milliards et ces coûts supplémentaires devraient une fois de plus être payés par la classe moyenne suisse.



Par Martina Bircher,
Conseillère nationale,
Aargau (AG)

L'initiative des syndicats pour une 13^e rente AVS est extrêmement coûteuse: en cas d'acceptation du projet, les coûts annuels supplémentaires s'élèveraient à 5 milliards de francs. **L'AVS ne peut tout simplement pas se le permettre**, induisant une hausse supplémentaire certaine de la TVA. Les travailleurs passeraient en outre à la caisse via des déductions salariales plus élevées. En clair : avec

cette 13^e rente AVS, le coût de la vie sera plus élevé pour tous, il restera encore moins d'argent à la fin du mois dans les poches de la classe moyenne.

Ce qui est toutefois particulièrement choquant, c'est que ce sont surtout les retraités à l'étranger qui profiteraient de la 13^e rente AVS. Fin 2022, près d'un million de personnes à l'étranger percevaient une rente AVS suisse. Près de 7 milliards de francs sont versés à l'étranger. Avec une 13^e rente, ce sont tous ces étrangers et les Suisses de l'étranger qui en profiteraient en premier lieu en recevant plus d'argent selon le principe de l'arrosoir. En revanche, ils n'auraient à supporter les coûts supplémentaires in-

duits par cette dernière, que cela soit via une hausse de la TVA ou des déductions salariales plus élevées.

L'AVS est notre œuvre sociale la plus importante, nous ne devons pas la pousser à la ruine. Nous ne devons pas faire peser de charges supplémentaires excessives sur la population active, la jeune génération et la classe moyenne et nous ne devons pas abuser de la solidarité entre les générations. **C'est pourquoi nous devons clairement rejeter la 13^e rente AVS dans les urnes le 3 mars prochain.**



NON à une 13^e rente AVS antisociale et extrêmement chère

L'Union syndicale suisse veut continuer à développer l'Etat social et demande, via une initiative populaire, une 13^e rente AVS pour tous. Mais attention : c'est un cadeau empoisonné ! Voici ce que les initiants ne nous disent pas.



Par Rémy Wyssmann,
Conseiller national,
Kriegstetten (SO)

Cette augmentation supplémentaire des pensions n'est pas nécessaire : le pouvoir d'achat est déjà assuré aujourd'hui

Les prestations de l'AVS sont régulièrement adaptées à l'évolution des salaires et des prix. Ainsi, la rente de vieillesse mensuelle maximale de l'AVS a été adaptée de 2'390 à 2'450 francs au 1^{er} janvier 2023.

Des retraites complémentaires pour les riches : Ceux qui en ont le moins besoin en profiteront

L'initiative est antisociale, car elle vise à distribuer les prestations de l'AVS selon le principe de l'arrosoir. Or, plus de 85 %

des retraités n'ont pas besoin d'une rente AVS mensuelle supplémentaire. Ce qui est particulièrement cynique, c'est que les millionnaires qui ont une rente AVS élevée recevront une 13^e rente plus élevée que ceux qui ont déjà une faible rente. Les prestations supplémentaires ne profiteront donc pas de manière ciblée aux 15 % qui en ont vraiment besoin. Les prestations complémentaires à l'AVS (PC) doivent continuer à soulager efficacement les personnes dans le besoin. Les personnes dont la rente et le revenu ne suffisent pas pour vivre ont un droit légal à des prestations complémentaires non imposables.

Des milliards de coûts supplémentaires : l'initiative mène l'AVS à la ruine

Il y a de plus en plus de retraités et de moins en moins d'actifs qui doivent pourtant financer ces pensions. De plus, comme l'espérance de vie augmente en Suisse, les retraités perçoivent une rente sur une plus longue période. L'AVS est au bord du gouffre financier.

Pour ces raisons, il est important de voter **NON** à la 13^e rente AVS le 3 mars prochain.
Votez:

NON

Les rentes en cours ne sont financées que jusqu'en 2030. Dès 2033, l'AVS dépensera plus de 3 milliards de francs de plus qu'elle n'encaissera par an et ce sans compter les dépenses supplémentaires liées à une éventuelle 13^e rente. Avec des coûts supplémentaires de 5 milliards de francs par an, cette dernière met donc en danger la survie à long terme de l'AVS.



Jeu en ligne
«stop au loup»



stop-au-loup.ch

Devenez maintenant membre de l'UDC !

www.udc.ch



**Pour un
avenir sûr
et libre !**



Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- ☐ Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- ☐ Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- ☐ J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- ☐ Je soutiens l'UDC financièrement
- ☐ Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- ☐ Merci de m'envoyer un **bulletin de versement**
- ☐ J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Faites un don :



Nom/Prénom

Rue

NP/Localité

Téléphone

Courriel

Signature

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne, Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58



NON à un accord colonial avec Bruxelles, non à la mise à mort de la démocratie suisse

Berne veut livrer la Suisse à l'UE

La politique europhile malhonnête du Conseil fédéral se poursuit : Ce dernier présente à nouveau un projet d'accord-cadre incluant le droit et les juges de l'UE, mais parle de manière enjolivée d'une « solution globale ». La majorité de centre-gauche veut priver le peuple suisse de tout pouvoir.



Par Franz Grüter,
Conseiller national et membre
de la Commission de politique
extérieure, Eich (LU)

Peu avant Noël, le Conseil fédéral a vendu la mèche : il veut conclure un nouveau mandat de négociation avec l'UE. Selon le communiqué du Conseil fédéral, « l'objectif supérieur est de stabiliser la voie bilatérale à long terme et d'en poursuivre le développement ».

Le moment et la formulation le montrent : La politique europhile malhonnête du Conseil fédéral et des autres partis se poursuit. Bien entendu, on a évité d'aborder la question de l'UE avant les élections du 22 octobre 2023. Le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis a ensuite attendu sa réélection bancaire en décembre et maintenant, la prochaine attaque est engagée.

Le peuple ne veut pas d'un traité colonial

Souvenons-nous : en 2021, le Conseil fédéral a interrompu les négociations avec l'UE en raison de divergences trop importantes sur certains dossiers comme la protection des salaires, les aides d'Etat, la ligne sur la citoyenneté de l'Union, etc. Ces points ne sont d'ailleurs toujours pas résolus. Plus important encore : l'UDC a critiqué dès 2021 le fait que le Conseil fédéral n'ait pas précisé la raison principale à l'UE, à savoir que la Suisse devrait impérativement reprendre le droit européen et



**Majorité
de centre-gauche
du Parlement**

que la Cour de justice européenne aurait le dernier mot en cas de litige. En d'autres termes, cela signifie un droit étranger et des juges étrangers pour la Suisse. Nous ne pourrions jamais accepter ce contrat colonial avec l'UE.

Rien n'a changé à cet égard. La majorité du Conseil fédéral et du Parlement est tou-

jours prête à abolir la démocratie directe et à priver ainsi le peuple suisse de son pouvoir. Mais on ne veut pas en parler, on négocie sur des points secondaires pour pouvoir ensuite présenter un quelconque « succès ». Il est prévisible que le peuple suisse ne pourra empêcher ce traité de soumission que par la voie du référendum.

Le chaos de l'asile entraîne une hausse des coûts de la santé

La majorité des demandeurs d'asile ne sont pas des réfugiés, mais des migrants d'asile qui abusent de notre système. Ils font exploser les coûts, notamment dans le secteur de la santé. Il faut enfin mettre un terme à ces abus !



Par Andreas Glarner,
Conseiller national,
Oberwil-Lieli (AG)

Ils arrivent par plusieurs pays tiers sûrs et souvent par la mer. Ils perdent toujours leurs papiers d'identité mais jamais leurs téléphones portables. Dans l'absolue majorité, ce ne sont pas de véritables réfugiés, mais de purs migrants économiques en quête de profit et généralement aux frais des contribuables suisses. Notre tradition humanitaire, le droit international et même notre bonhomie sont bafoués. Il en va de même dans le domaine de l'asile : trop de personnes arrivent et ce ne sont pas les bonnes !

Malgré plusieurs demandes, la Confédération n'a toujours pas de chiffres précis sur ce que nous coûtent ces gigantesques abus en matière d'asile. Même dans le domaine de la santé, la Confédération ne dispose pas de chiffres, alors qu'il serait facile de déterminer les coûts dans ce domaine. Le Conseil

fédéral rechigne à déterminer et surtout à publier les coûts, car il ne veut sans doute pas risquer un soulèvement populaire.

Alors pourquoi ne pas donner un coup de pouce à la Confédération ? Si les fonctionnaires grassement payés ne sont pas en mesure de calculer les coûts, nous devons tout simplement procéder à une estimation.

Des migrants coûteux

Selon le rapport de recherche « Gesundheitsversorgung und -kosten von Asylsuchenden in Basel » de 2005, les demandeurs d'asile coûtent 40 % de plus que la moyenne de la population résidente dans le domaine de la santé. Si nous extrapolons le chiffre publié dans le rapport de 3'796 francs par demandeur d'asile présent et par an pour les primes d'assurance maladie avec l'augmentation des coûts, nous arrivons à un coût annuel moyen de 5'368 francs par demandeur d'asile. Pour les 133'909 personnes présentes au 30 novembre 2023 selon

les statistiques de l'asile de la Confédération, cela représente près de 719 millions de francs, rien que pour les primes d'assurance maladie. Si l'on part du principe qu'un payeur de primes ne paie qu'environ 42 % des frais de santé qu'il occasionne, les abus dans le domaine de l'asile génèrent des coûts de santé nettement supérieurs à 1.7 milliard de francs !

A cela s'ajoutent encore les coûts de l'aide sociale, les coûts de sécurité, les coûts de formation et bien d'autres encore. Rien que pour la Confédération, le domaine de l'asile a coûté 4 milliards de francs l'année dernière. Il faut enfin mettre un terme à ces abus titanesques !

**Coûts de santé dus
au chaos de l'asile**



Chaos de l'asile

« Centre fédéral d'asile au Tessin :
Chiasso en Une des journaux
à cause des requérants
d'asile criminels »

SRF, 17.11.2023

« La commune de Chiasso
se plaint depuis des mois que
la situation est devenue
incontrôlable en raison du nombre
élevé de demandeurs d'asile »

NZZ, 13.10.2023

**Trop d'étrangers
arrivent et
pas les bons !**

La population tessinoise subit de plein fouet l'échec total de la politique d'asile. Les coûts explosent, la criminalité prend des proportions de plus en plus inquiétantes. Quand le reste de la Suisse se réveillera-t-il ?



Par Roberta Soldati,
Députée au Grand Conseil,
Losone (TI)

La Suisse est connue pour sa tradition humanitaire. Elle accueille de manière désintéressée et généreuse les personnes qui fuient leur pays d'origine pour échapper aux persécutions et à la guerre. Ce principe ne signifie toutefois pas que tout le monde est accueilli sans discernement en raison d'une bienveillance mal comprise. C'est malheureusement le cas aujourd'hui. Nous le constatons particulièrement bien au Tessin. Les coûts engendrés par les abus en matière

d'asile explosent pour les citoyens et la population souffre d'une forte augmentation de la criminalité.

Tout le monde le voit : Il y a trop de requérants et pas les bons. Une grande partie des demandeurs d'asile sont des criminels. Ils sont exigeants, insolents et brutaux, sans la moindre trace de reconnaissance. La police doit constamment intervenir pour des vols, des bagarres, des agressions, des ivresses et des comportements contraires à l'ordre public, sans parler des cas de harcèlement et d'abus sexuels, y compris sur des mineurs.

Il faut des règles claires

Tout cela entraîne des coûts énormes que la Confédération ne couvre pas entièrement et ce sont les contribuables tessinois qui doivent payer la note. Au lieu de faire des pro-

menades de plaisance dans le centre de requérants tessinois, le Conseil fédéral devrait établir des règles claires : Fini l'argent aux migrants pour acheter de l'alcool ! Ceux qui commettent des délits et sèment le trouble doivent rester enfermés dans le centre d'accueil sans pouvoir le quitter et être expulsés le plus rapidement possible ! Ceux qui ont déjà une décision d'expulsion doivent être expulsés immédiatement !

J'espère que la situation

au Tessin sera un rappel

à l'ordre pour toute la Suisse

car ce qui se passe actuellement

ici se passera aussi

de l'autre côté des Alpes.

Ça suffit ! Nos alpages ne sont pas le garde-manger des loups !

Pour faire face à la multiplication exponentielle des populations de loups et aux massacres d'animaux de rente qu'elle entraîne, le Conseil fédéral a autorisé les Cantons à réguler les prédateurs. Pourtant, les associations écologistes bloquent le processus au détriment de la population et des éleveurs. Il est grand temps de mettre fin à ce non-sens.



Par Jean-Luc Addor,
Conseiller national,
Sion (VS)

L'homme fait partie de l'écosystème. Osons réaffirmer que la protection des humains et des animaux de rente doit l'emporter sur celle des prédateurs. Et remercions le Conseiller fédéral UDC Rösti, dont la diligence a permis aux cantons concernés de mettre en œuvre la régulation proactive du loup prévue par le droit fédéral. Voici toutefois que des organisations de protection de la nature tentent d'empêcher les cantons de mettre en œuvre la volonté du Parlement. Osons le dire : sous cet angle, cette politique d'obstruction systématique est juste antidémocratique.

Le comportement des associations écologistes est antidémocratique

Ainsi, le canton du Valais avait-il obtenu l'autorisation de prélever d'ici au 31 janvier 34 loups, chiffre déjà dérisoire au regard des 90 à 120 individus recensés sur son territoire. Et voici que par un recours dont on ose espérer qu'il sera traité – et rejeté – dans les plus brefs délais, le WWF, Pro Natura et BirdLife Suisse ont réussi à bloquer provisoirement la régulation proactive des loups de trois meutes !

Lâché il y a une trentaine d'années, le loup s'est répandu d'une manière exponentielle dans les régions alpines et même en Suisse centrale, dans le Jura et sur le Plateau. Nous sommes passés de 11 meutes d'environ 100 animaux en 2020 à au moins 34 meutes de plus de 300 animaux (le triple !) avec 1'500 animaux de rente déchiquetés ou tués en un an.

La protection des humains et des animaux de rente prime celle des prédateurs

Ça suffit ! Nous ne laisserons pas des organisations qui abusent d'un droit qui n'a plus lieu d'être transformer nos alpages en autant de garde-manger pour les loups ! Défendons nos agriculteurs et éleveurs de montagne ! Protégeons aussi notre population par une tolérance zéro dans les zones habitées !

Une application stricte des nouvelles dispositions légales ne suffira pas. Au vu du nombre des meutes recensées, nous devons reprendre un combat qui demeure plus nécessaire que jamais : dénoncer la convention internationale qui empêche aujourd'hui les cantons d'exercer, en matière de chasse, l'une des dernières régales que la Constitution fédérale leur a laissée.

Pour garantir la paix et la sécurité, signez l'initiative pour la neutralité

Hier comme aujourd'hui, la neutralité est un gage de paix et de stabilité. Pourtant, la politique de la majorité de centre-gauche la menace toujours plus. Il est grand temps de signer l'initiative pour la neutralité afin d'ancrer ce principe dans la constitution.



Par Manfred Bühler,
Conseiller national,
Cortébert (BE)

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'alliance des esclaves du politiquement correct et des esprits apeurés devant la marche du monde fait des ravages. On ne compte plus les tentatives de relativisation de la neutralité suisse et même le Conseil fédéral a cédé à la pression en reprenant sans réserve les sanctions de l'Union européenne contre la Russie. Il est même question avec de plus en plus d'insistance de rapprochement avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Une telle adhésion serait le dernier clou dans le cercueil de la neutralité suisse, puisque le traité prévoit une obligation d'assistance militaire mutuelle si un des pays membre est attaqué.

La neutralité est pourtant l'instrument principal qui a permis à la Suisse de ne pas être impliquée dans les grands conflits militaires du XX^{ème} siècle. En ne faisant pas partie des alliances militaires, la Suisse n'a pas été entraînée dans la boucherie de la première guerre mondiale et a même pu rester une île de liberté lorsque le nazisme déferlait sur le continent.

L'ancrage dans la Constitution de la neutralité perpétuelle et armée permettra à notre pays de consolider cet instrument fondamental. Par cette voie courageuse et singulière, la Suisse pourra continuer d'assurer la sécurité de sa population et s'engager pour la paix dans le monde en offrant un terrain de médiation dans les conflits. Je vous invite donc à signer et faire signer rapidement l'initiative sur la neutralité afin de la déposer avec un maximum de paraphes. Merci de votre soutien !

Appel urgent !

Nous n'avons pas encore atteint notre objectif.

C'est pourquoi je vous demande instamment de signer l'initiative.

Récoltez des signatures supplémentaires dans votre entourage et renvoyez-nous rapidement les signatures.

Vous pouvez commander des feuilles à tout moment au

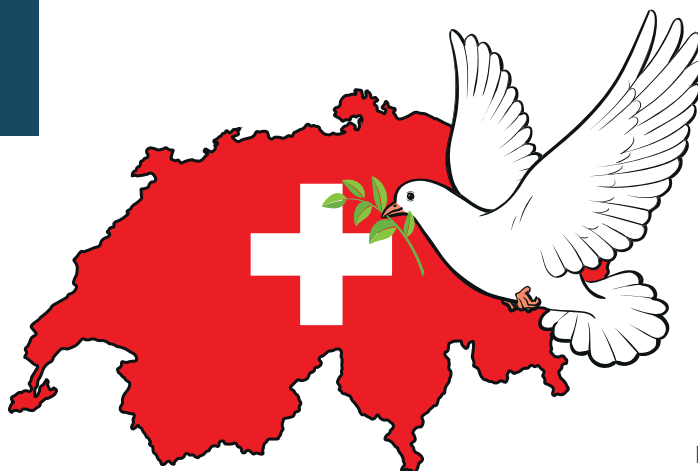
031 356 27 27 ou

info@neutralitaet-ja.ch

www.neutralitaet-ja.ch

Je vous remercie d'avance pour votre précieux soutien !

OUI À LA NEUTRALITÉ SUISSE



neutralitaet-ja.ch/fr

Pour que la Suisse reste la Suisse, signez sans attendre l'initiative « pour la durabilité »

NON à une Suisse à 10 millions d'habitants !

Du manque de sécurité aux embouteillages quotidiens en passant par la hausse des primes d'assurance maladie, tous nos problèmes sont liés à l'immigration de masse incontrôlée. Face à cela, il existe une solution : « L'initiative pour la durabilité »



Par Thomas Matter,
entrepreneur et
Conseiller national,
Meilen (ZH)

Les émeutes de masse, les destructions et les blessures de la nuit du Nouvel An à Berlin (D) donnent à réfléchir. Elles sont une conséquence directe de la culture occidentale de l'accueil des immigrés qui ne veulent pas s'intégrer. Mais la situation est-elle bien meilleure chez nous ? Nos marchés de Noël en décembre ont dû être protégés tout autour par des bornes en béton, ce pour éviter que des terroristes ne foncent dans la foule avec des camions. L'absurde atteint son paroxysme : on ne protège plus nos

frontières, mais on protège nos marchés de Noël !

Explosion des primes à cause des immigrés

L'immigration de masse, induite par la libre circulation des personnes en provenance de l'UE, nous donne aussi énormément de fil à retordre. Un médecin expérimenté m'a dit que notre système de santé, autrefois le meilleur du monde, était en déclin massif ces dernières années. Celui qui se rend au service des urgences d'un hôpital doit compter en moyenne avec plusieurs heures d'attente parce que les immigrés ne connaissent pas notre système de médecins de famille. Des études ont montré que l'explosion des primes d'assurance maladie n'est pas principalement due au vieillissement de la population, mais bel et bien à l'immigration.

La solution : « l'initiative pour la durabilité »

Partout où nous sommes aujourd'hui confrontés à des problèmes dans notre pays, ceux-ci sont liés à la pression démographique d'une Suisse à 9, voire 10 millions d'habitants : la pénurie de logements, le manque d'électricité, l'autosuffisance insuffisante, la pénurie de salles de classe, d'enseignants, de personnel soignant, les nombreuses heures d'embouteillage, les transports publics surchargés, la croissance incessante de l'État et de l'administration. Il y a une solution à cela :

**Signez l'initiative de l'UDC
« pour la durabilité » !
La Suisse ne doit pas devenir
un « Hong-Kong bis » !**

Initiative pour la durabilité
initiativedurabilite.ch

Pas de Suisse à 10 millions !

Voilà les buts que cette initiative entend réaliser :

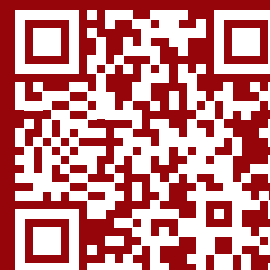
OUI à une croissance démographique durable plutôt qu'à une explosion démographique incontrôlée et non maîtrisée.

OUI à une Suisse dont la population résidente permanente ne dépasse pas les 10 millions de personnes d'ici à 2050.

L'initiative pour la durabilité « Pas de Suisse à 10 millions ! » est indispensable et urgente pour nous permettre de protéger notre environnement, notre qualité de vie, notre prospérité, et pour assurer notre avenir comme celui de nos enfants.



**Signer
l'initiative
maintenant**



Ruiner l'AVS?

Des milliards qui ruinent notre AVS

D'ici 2033, en raison du vieillissement de la population, l'AVS dépensera chaque année 3 milliards de plus que ce qu'elle encaissera. L'initiative ajoutera encore 5 milliards par an qui précipiteront l'AVS dans le mur.

La classe moyenne passera à la caisse

Nous devons tous financer cette initiative très coûteuse par des hausses des prélèvements salariaux et des prix. La gauche ruine ainsi d'un seul coup l'AVS et le pouvoir d'achat de la population.

Des millions partent à l'étranger

Près d'un million de personnes à l'étranger recevront aussi cette rente cadeau. Cela coûtera chaque année plus de 500 millions de francs – payés bien sûr par la population suisse.

Les riches reçoivent les rentes les plus élevées

Comme la gauche a décidé de distribuer la 13^e rente à tout le monde, ce sont les ménages qui n'en ont pas besoin qui obtiendront les montants supplémentaires les plus élevés. C'est injuste et antisocial.

Le 3 mars 2024
www.13AVS-non.ch

**13^e rente
AVS
NON**



23^e coupe nationale de l'UDC avec les Conseillers nationaux et aux Etats de l'UDC

Samedi 17 février 2024
09:45 à 16:00 (portes : 09:00)
à la Rollhockeyhalle Seedorf (UR)

Mode :

Equipes avec un partenaire tiré au sort.
4 passes de 12 parties, soit 48 parties.

Cartes :

Françaises et allemandes

Les prix :

Il y a de nombreux prix attractifs d'une valeur totale de plus de CHF 7'000 à gagner. Chaque participant reçoit un petit cadeau. Beau prix pour la gagnante ou le gagnant

Podium :

1^{er} prix : CHF 300.-

2^e prix : CHF 200.-

3^e prix : CHF 100.-

Frais d'inscription :

- **Coupe de jass :** CHF 30.- à verser par Twint ou par virement bancaire dans un délai de dans un délai de 10 jours.
- **Repas de midi :** CHF 25.-
Les bons sont disponibles à la caisse à l'entrée

Participants :

Ce tournoi convivial est ouvert à tous les politiciens, membres et sympathisants de l'UDC ainsi qu'aux fans de jass.

Inscription :

Pour des raisons d'organisation, nous vous prions de vous inscrire au moyen de le talon ci-dessous par e-mail ou par courrier jusqu'au 9 février 2024 au plus tard (nombre de places limité à 400 personnes). Après votre inscription, vous recevrez une confirmation écrite de votre participation. Confirmation de participation et des informations sur les possibilités de paiement.

Organisation :

UDC Uri, sous la direction du président Adrian Imholz et la Conseillère nationale Stefanie Heimgartner.

Directeur du tournoi :

Fabian Cadonau
(Trumpf-As AG)



Talon d'inscription

Je m'inscris pour la 23^e coupe nationale de jass de l'UDC samedi 17 février 2024 :

☐ Cartes suisses-allemandes ☐ Cartes françaises ☐ Egal

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____ NPA / Localité _____

Téléphone _____ E-Mail _____

Inscription jusqu'au 9 février 2024 au plus tard : UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne
Téléphone : 031 300 58 58 / E-mail : gs@svp.ch